

Sidi Bel-Abbès, la ville où le cinéma est né deux fois — et attend encore sa biennale

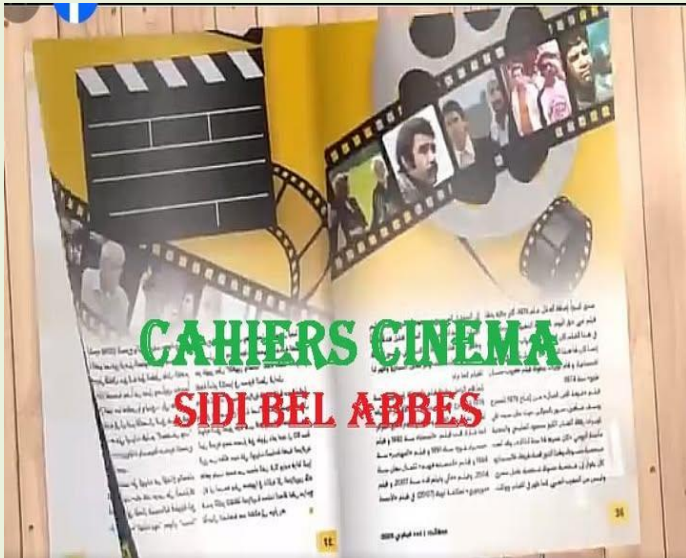
Des premières projections de 1900 aux Cahiers de Moudjahed, une capitale culturelle qui réclame enfin son festival

■ Par Mir Mohamed



Une revue cinéphile fondée par un homme de conviction, portée par un ciné-club qui résiste depuis 2019. Un festival international qui patiente depuis vingt ans dans les antichambres du pouvoir. Deux projets, une seule ville, un seul appel : Sidi Bel-Abbès réclame la place qui lui revient sur la carte culturelle de l'Algérie.

Les Cahiers du cinéma de Sidi Bel-Abbès : une revue née de la passion, portée par la mémoire



Il y a des villes qui portent leurs cinéphiles comme d'autres portent leurs saints. Sidi Bel-Abbès est de celles-là. Et voilà qu'en 2026, dans cette capitale de la Mékerra que l'histoire du septième art n'a jamais vraiment quittée, un nouveau périodique sort de presse : les **Cahiers du cinéma de Sidi Bel-Abbès**. Derrière ce titre, sobre et ambitieux à la fois, se trouve **Djillali Moudjahed**, fondateur et responsable de la publication — un homme de cinéma qui a choisi de transformer sa passion en acte éditorial, là où beaucoup se seraient contentés de nostalgies privées.

La revue n'émerge pas du néant. Elle s'inscrit dans un écosystème cinéphile local qui s'est patiemment reconstitué autour d'un lieu : la [Cinémathèque El Moksi](#), boulevard Colonel Lotfi Boudghane. C'est là, depuis 2019, que le **ciné-club Anis** tient ses séances, animé par deux figures incontournables de la scène culturelle bel-abbésienne : le journaliste et écrivain **Ahmed Mehaoudi** et **Tayeb Nekrela**. Six ans de programmation continue, de débats, de projections et de transmission — une longévité rare dans un pays où les initiatives culturelles locales peinent souvent à dépasser leur premier anniversaire.

Djillali Moudjahed : un fondateur, un projet, une filiation

Fonder une revue de cinéma dans une ville de province algérienne en 2026, ce n'est pas un geste ordinaire. C'est un pari sur l'intelligence des lecteurs, une confiance dans la capacité d'une ville à se regarder et à se penser. Djillali Moudjahed l'a fait, en donnant à sa publication une ligne éditoriale revendiquée : relier la mémoire cinématographique de Sidi Bel-Abbès au présent du septième art algérien et mondial.



Le modèle tutélaire est clairement identifié. Les Cahiers du cinéma de Sidi Bel-Abbès se revendiquent héritiers spirituels de [Les 2 Écrans / Al-Shashatan](#), la grande revue bilingue français-arabe lancée en mars 1978 par la RTA et dirigée par Abderrahmane Laghouati. Pendant cinq ans, cette publication avait fait de l'Algérie un acteur à part entière de la critique cinématographique internationale, avec un comité de rédaction où siégeaient Djamel Eddine Merdaci, Mouny Berrah, Guy Hennebelle, et un certain Ignacio

Ramonet — futur directeur du *Monde diplomatique*. On y disséquait les œuvres de Youssef Chahine, Fassbinder, Werner Herzog, Glauber Rocha, Sembène Ousmane.

La revue disparut en 1983, emportée par les mutations de l'audiovisuel et l'arrivée des premières chaînes satellitaires. Ses archives reposent aujourd'hui à la [Bibliothèque du Film \(BiFi\) de la Cinémathèque française](#) et à la Bibliothèque nationale de France, tandis qu'un projet académique international travaille à leur valorisation dans un ouvrage collectif en anglais. C'est sur cet héritage que Moudjahed entend rebâtir — même rubricage, même ambition de relier passé et présent, même conviction que la critique de cinéma est un outil de souveraineté culturelle.

« *L'art n'est pas égocentrique ; il est partagé sans égoïsme.* »

— **Djillali Moudjahed, fondateur des Cahiers du cinéma de Sidi Bel-Abbès**

Ahmed Mehaoudi, Tayeb Nekrela et le ciné-club Anis : six ans de résistance cinéphile



Toute revue sérieuse a besoin d'un terreau. À Sidi Bel-Abbès, ce terreau porte un nom : le **ciné-club Anis**. Fondé en 2019 et actif sans interruption depuis lors à la Cinémathèque El Moksi, il est le fruit d'une collaboration entre Ahmed Mehaoudi et Tayeb Nekrela — deux hommes que tout destine à cette mission de transmission.

Ahmed Mehaoudi est une figure singulière dans le paysage culturel de l'Oranie. Journaliste, écrivain et poète, auteur du recueil *Coup de grâce* préfacé par [Kateb Yacine](#), il fut le chargé de communication de la troupe théâtrale de l'écrivain lorsque celui-ci dirigeait, depuis 1978, le Théâtre régional de Sidi Bel-Abbès. Kateb Yacine y avait été en quelque sorte « exilé » par les autorités algériennes en raison de ses positions libertaires sur la langue tamazight et la condition féminine. Il y bâtit un [théâtre populaire de résistance](#) en arabe dialectal, avec une troupe d'une quarantaine de comédiens. Mehaoudi en fut le témoin direct et l'un des artisans.

Aux côtés de Tayeb Nekrela, il anime depuis 2019 les séances du ciné-club Anis avec une régularité et une exigence qui forcent le respect. Projections suivies de débats, focus thématiques sur le cinéma

algérien, découverte de cinématographies étrangères souvent absentes des écrans commerciaux : le ciné-club Anis est devenu un espace de formation du regard autant qu'un lieu de sociabilité culturelle. Il accueille les [Journées du cinéma palestinien en 2025](#), parmi d'autres événements portés par une Cinémathèque El Moksi qui, malgré sa vétusté, reste le cœur battant de la vie cinéphile locale.

C'est dans ce contexte vivant et structuré que les **Cahiers du cinéma de Sidi Bel-Abbès** de Djillali Moudjahed prennent tout leur sens : une revue qui n'arrive pas de nulle part, mais qui capitalise sur une communauté de passionnés, un réseau d'acteurs culturels engagés, et une longue mémoire cinéphile collective.

« On porte plus d'attention à ce qui se fait ailleurs qu'à ce qui s'écrit ou se crée ici, avec sa marque locale et spéciale. »

— **Ahmed Mehaoudi, co-animateur du ciné-club Anis**

Quand les salles racontaient une ville

Pour comprendre ce que représente la naissance d'une revue cinéphile à Sidi Bel-Abbès aujourd'hui, il faut mesurer le poids de ce que la ville a été. Les premières projections cinématographiques y remontent à mars 1900, lors d'une tournée du professeur David dans les grandes villes de l'Oranie coloniale — faisant de Sidi Bel-Abbès l'une des premières villes d'Algérie à avoir connu le cinéma.

Dans les années 1930, la ville comptait cinq salles — une densité exceptionnelle, comparable à bien des villes de France métropolitaine. Le 16 septembre 1927, [l'Empire Casino ouvrait ses portes sur le Square Pasteur](#), polyvalent et foisonnant. Au début des années 1950, un Algérien ouvrit l'Alhambra dans le quartier des Grabas — première salle accessible aux indigènes, qui permit à toute une génération de découvrir que le grand écran n'était pas l'apanage des seuls Européens.

En 1962, à l'indépendance, Sidi Bel-Abbès possédait sept salles de cinéma. Les années 1960-1970 furent un âge d'or cinéphile : les salles débordaient, les débats après projections animaient les cafés, et la ville se nourrissait culturellement malgré — ou grâce à — la domination du Raï et du théâtre populaire. Puis vint la décennie noire des années 1990, qui lamina une à une ces cathédrales du regard.

Sidi Bel-Abbès à l'écran, Sidi Bel-Abbès à la caméra

La ville n'a pas seulement regardé le cinéma : elle en a été le décor et la matrice. La présence de la Légion étrangère fit de Sidi Bel-Abbès un lieu de tournage prisé dès les années 1930. En 1937, *Un de la Légion* de Christian-Jaque avec Fernandel y fut tourné, bande originale signée Bachtarzi Mahieddine. En 2000, Belkacem Hadjadj y installa la caméra de [Une Femme-taxi à Sidi Bel-Abbès](#), primé à la Biennale des cinémas arabes et au Festival de Namur.

La ville a aussi enfanté des noms fondateurs : [Bachir Belhadj](#), pionnier de la RTA naissante ; [Brahim Tsaki](#) (1946-2021), dont *Histoire d'une rencontre* reçut l'Étalon de Yennenga au FESPACO 1985 des mains de Thomas Sankara ; [Daho Boukerche](#), directeur de la photographie sur *Hassan Taxi* (1982) ; Kader Kada, acteur et scénariste dont le visage apparaît dans [Je verrai toujours vos visages](#) (2022) et qui deviendra, on le verra, l'initiateur de la Biennale de la Mékerra.

Ces noms, Moudjahed entend les faire vivre dans ses Cahiers. Mehaoudi et Nekrela les font résonner au ciné-club Anis. Ensemble, ils forment les maillons d'une chaîne de transmission cinéphile qui refuse de

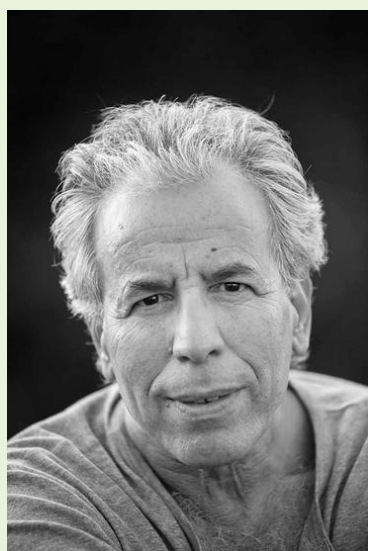
se rompre — et qui prouve, par sa seule existence, que Sidi Bel-Abbès n'a pas dit son dernier mot sur la carte culturelle de l'Algérie.

DEUXIÈME PARTIE

La Biennale de la Mékerra : le festival que l'Algérie s'obstine à ne pas voir naître

Vingt ans d'attente. Un accord de principe signé, des institutions silencieuses, et une ville qui continue de rêver en grand. La Biennale de la Mékerra est peut-être la plus belle occasion ratée de la politique culturelle algérienne contemporaine — ou, si l'on choisit l'espoir, l'occasion qui attend encore son heure.

Genèse d'un rêve



En juin 2006, un groupe de professionnels du cinéma algériens établis en France se retrouve autour d'une idée aussi simple que radicale : doter l'Algérie d'un vrai festival international de cinéma. L'initiateur principal est [Kader Kada](#), acteur et scénariste né à Sidi Bel-Abbès, dont le regard sur sa ville natale n'a jamais cessé d'être habité par la conviction que la culture peut transformer un territoire.

Le projet porte un nom chargé de sens : la **Biennale de la Mékerra**. La Mékerra est la rivière qui traverse Sidi Bel-Abbès et constitue l'artère naturelle de toute la région. Baptiser un festival international du nom de ce cours d'eau, c'est ancrer l'universel dans l'intime — c'est dire que les grandes œuvres du monde peuvent naître ou résonner ici, dans cette ville de l'Oranie que l'histoire a parfois négligée.

L'ambition de Kader Kada est sans détour : « *Il n'existe pas, à l'heure actuelle en Algérie, de festival international de cinéma digne de ce nom* ». Un constat sévère, mais partagé. Un festival qui ne serait pas simplement un événement de prestige, mais un espace de rencontre authentique entre les cinématographies du Sud et du Nord, une tribune pour les voix marginalisées du grand écran mondial.

L'accord de 2009 : une promesse restée en suspens

En janvier 2009, une étape décisive est franchie. La ministre de la Culture algérienne accorde un [accord de principe au projet](#), convaincue du « bien-fondé de cette manifestation ». Mais la décision est assortie d'une condition : le futur commissaire du festival devra être résident régulier de Sidi Bel-Abbès. Or Kada, installé en France, cherche alors une personnalité locale « hautement morale et totalement acquise au 7e art ». Le profil existe dans la ville — mais les volontés institutionnelles ne suivent pas.

Trois ans plus tard, en 2012, la rénovation des salles est présentée comme une avancée concrète. Une enveloppe de 60 millions de dinars est annoncée pour la réhabilitation du [Tessalah \(ex-Vox\), de](#)

[l'Amarnas \(ex-Olympia\), de l'Afrique \(ex-Empire\) et de l'Algérie \(ex-Versailles\)](#). Les sommes se révèlent dérisoires. Le projet de biennale, lui, reste au stade du dossier.

Le 2 juin 2024 : une flamme se rallume

C'est lors d'une rencontre rendant hommage au cinéaste [Brahim Tsaki](#), disparu à Paris le 5 septembre 2021 à l'âge de 74 ans, que la Biennale de la Mékerra retrouve un second souffle. Le 2 juin 2024, journalistes et figures culturelles de la ville se réunissent pour honorer celui dont *Histoire d'une rencontre* (1983) — primé à Venise, à Damas, et couronné de l'Étalon de Yennenga au FESPACO — reste l'un des films les plus importants du cinéma algérien. Dans cet espace de mémoire partagée, le projet de festival ressurgit : l'hommage à Tsaki est aussi un appel à ne pas laisser mourir ce que des hommes comme lui ont construit.

La Cinémathèque El Moksi, malgré son état vétuste, reste le cœur de cette ambition. Elle accueille une programmation régulière, le ciné-club Anis, et des événements comme les [Journées du cinéma palestinien en 2025](#). C'est ici que vivrait le festival, si festival il y avait.

Pourquoi Sidi Bel-Abbès mérite son festival

L'argument n'est pas sentimental. Il est structurel. Sidi Bel-Abbès dispose d'atouts concrets : une Cinémathèque fonctionnelle avec salle de projection et médiathèque ; un [pôle universitaire \(Université Djilali Liabes\)](#) avec un service audiovisuel fondé en 1980 et des archives précieuses ; une histoire cinématographique documentée depuis 1900 ; et une communauté de professionnels locaux et diasporiques — dont la vitalité du ciné-club Anis et des Cahiers du cinéma témoigne, aujourd'hui, de façon concrète.

À cela s'ajoute une position géographique stratégique : à deux heures d'Oran, porte naturelle entre l'Algérie profonde et la Méditerranée. Un festival installé ici parlerait autant à l'Afrique qu'à l'Europe, autant au cinéma arabophone qu'aux nouvelles écritures francophones et amazighes.

« *Ce festival n'est pas simplement un événement, c'est une affirmation de la capacité de l'art à nous rassembler, à nous inspirer et à nous élever au-dessus des divisions.* »

— **Kader Kada, initiateur de la Biennale de la Mékerra**

Ce que l'absence du festival dit de la politique culturelle algérienne

Vingt ans après le lancement du projet, la Biennale de la Mékerra n'existe toujours pas. Cette absence n'est pas un détail : c'est un symptôme. L'Algérie, malgré des décennies de production cinématographique remarquable — de Mohamed Lakhdar-Hamina à Merzak Allouache, de Malek Bensmail à Sofia Djama —, n'a toujours pas de festival international de cinéma à la hauteur de son histoire. Les raisons sont connues : politique culturelle centralisée, méfiance envers les initiatives de la diaspora, financement insuffisant, lourdeurs administratives.

Le cas de Sidi Bel-Abbès illustre une tension plus large : comment une ville peut-elle se réapproprier son propre récit culturel lorsque les décisions se prennent ailleurs ? La relance de 2024 offre une fenêtre. L'intérêt renouvelé pour Brahim Tsaki, la naissance des Cahiers du cinéma de Moudjahed, l'ancrage du

ciné-club Anis de Mehaoudi et Nekrela dessinent un contexte plus favorable. Il reste à trouver les décideurs capables d'entendre.

Deux projets, une seule conviction : la culture est un droit de la ville

Les Cahiers du cinéma de Sidi Bel-Abbès et la Biennale de la Mékerra ne sont pas deux initiatives parallèles. Ce sont deux expressions d'une même exigence : que Sidi Bel-Abbès cesse d'être une ville qui regarde passer les trains culturels et devienne enfin un nœud ferroviaire du septième art algérien.

Djillali Moudjahed prend la plume là où Ahmed Bedjaoui et ses camarades des *2 Écrans* l'avaient posée en 1983. Ahmed Mehaoudi et Tayeb Nekrela entretiennent, séance après séance au ciné-club Anis, la flamme d'une cinéphilie populaire et exigeante. Kader Kada tient ouverte une porte que les institutions algériennes semblent décidées à garder fermée. Et pourtant — ou peut-être justement pour cette raison — ces hommes continuent.

Dans un pays où la culture est souvent réduite à de grandes déclarations d'intention, il y a quelque chose de profondément politique dans le fait de créer une revue de cinéma, d'animer un ciné-club sans subvention ni fanfare, de lancer un festival depuis l'étranger, de s'obstiner à nommer l'espoir du nom d'une rivière. La Mékerra coule encore. Le cinéma de Sidi Bel-Abbès aussi.



Nadir Chikhi